

V/1

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 JUIN
1999 CONCERNANT L'OCTROI D'UNE PREPENSION
CONVENTIONNELLE SECTORIELLE.

CHAPITRE 1er.- CHAMP D'APPLICATION.

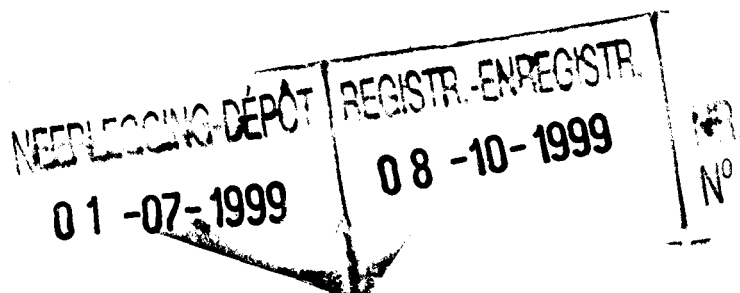
Article 1er.- Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après ouvriers, des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'Industrie des Briques.

La présente convention collective de travail ne s'applique pas à la S.A. Scheerders-Van Kerchove's Verenigde Fabrieken à Sint-Niklaas, ni aux ouvriers qui y sont occupés.

CHAPITRE II.- AYANTS DROIT.

Art. 2.- Ont droit à une indemnité complémentaire pour la prépension conventionnelle sectorielle à charge du "Fonds Social pour l'Industrie Briquetière" et dans les conditions définies à l'article 3, les ouvriers liés par un contrat de travail qui sont licenciés, sauf en cas de motif grave au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le "Fonds Social pour l'Industrie Briquetière" garantit dans tous les cas le paiement d'une allocation complémentaire pour prépension conventionnelle sectorielle sauf si la législation sur les fermetures d'entreprises est d'application.



52.489/C/114

Art. 3.- 1. Conformément aux dispositions de l'article 3, § 2, alinéas 4 et 5 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de ce régime d'indemnité complémentaire est fixé à 58 ans pour les ouvriers et les ouvrières.

2. Cet âge minimum pour pouvoir bénéficier de ce régime d'indemnité complémentaire est fixé à 56 ans pour les ouvriers et les ouvrières qui satisfont aux conditions suivantes :

- a. 33 ans de service en tant que salarié
- b. 20 ans de travail d'équipes avec prestations de nuit, en exécution du chapitre III, section VI, sous-section 3, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

Art. 4.- En exécution des dispositions des articles 5 et 6 des statuts, fixés par convention collective de travail du 20 septembre 1990, conclue au sein de la commission paritaire pour l'industrie des briques, portant coordination des statuts du Fonds Social pour l'industrie briquetière, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 mai 1991 (Moniteur Belge du 4 octobre 1991), il est octroyé aux ouvriers visés aux articles 2 et 3 une indemnité complémentaire à charge du Fonds, dont le montant et le mode d'octroi et de liquidation sont fixés ci-après.

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la loi-programme du 22 décembre 1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales et par leurs arrêtés d'exécution sont à charge du Fonds.

Art. 5.- L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages équivalents à ceux prévus par la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à tous les ouvriers mis involontairement au chômage, qui, pendant la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000 inclus, obtiennent le droit à l'allocation de chômage légale et, le premier jour donnant droit à cette allocation, ont atteint l'âge fixé à l'article 3 ci-avant.

Sans préjudice de la condition d'avoir atteint l'âge minimum dont il est question à l'article 3 pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail, le premier jour donnant droit à l'allocation de chômage légale peut se situer après le 30 juin 2001, si tel est imputable à la prolongation du délai de préavis par suite de l'application des articles 38, § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 6.- Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, pour autant qu'ils reçoivent des allocations de chômage légales, à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge légal de la retraite et dans les conditions comme fixées par ladite réglementation des pensions.

Le régime s'applique également aux ouvriers qui seraient sortis temporairement du système et qui souhaitent bénéficier à nouveau du régime par la suite, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau l'allocation de chômage légale.

Art. 7.- 1. Avant de procéder au licenciement prévu aux articles 2, 3 et 5, l'employeur se consulte avec l'ouvrier intéressé et demande l'avis du conseil d'entreprise, à défaut, de la délégation syndicale ou à son défaut, des représentants des organisations représentatives des travailleurs.

La signification du préavis a lieu dans les sept jours civils qui suivent le jour de la concertation précitée au cours de laquelle la décision commune a été prise.

Au moment de la signification du licenciement, l'employeur envoie au Fonds Social, au moyen d'un formulaire adéquat, en deux exemplaires, les données concernant la décision commune prise en exécution des aliénés précédents.

2. Un comité de surveillance, institué au sein du "Fonds Social pour l'Industrie Briquetière", conformément à l'article 15, se prononce sur la validité des données transmises.

En cas d'approbation de ces données, le "Fonds Social pour l'Industrie Briquetière" renvoie un exemplaire du formulaire précité à l'employeur qui, à l'issue du préavis prévu à l'article 9, transmet l'attestation de chômage complet à l'ouvrier intéressé, qui présente ce document à l'Office national de l'emploi en vue d'obtenir l'allocation de chômage prévue à l'article 10, paragraphe 1er, 1°.

Art. 8.- Ceux qui bénéficient de la prépension conventionnelle sectorielle sont, pour l'application de la législation sociale, assimilés à des chômeurs bénéficiant des allocations de chômage.

Art. 9.- La prépension conventionnelle sectorielle prend cours à l'issue du préavis prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

CHAPITRE III.- MONTANT DE L'ALLOCATION.

Art. 10.- 1. Le montant de la prépension conventionnelle sectorielle est fixé en additionnant deux éléments :

- 1° le premier est égal à l'allocation de chômage à laquelle l'ouvrier prétend;
- 2° le second est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

2. La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 103.250 F (au 1.1.1999) et diminuée de la cotisation personnelle de sécurité sociale et de la retenue fiscale.

La limite de 103.250 F est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunérations à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Cette limite est révisée par le Conseil national du travail au 1er janvier de chaque année, en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels.

La rémunération brute est fixée comme suit :

- 1° Elle comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par l'ouvrier, qui font l'objet de retenue de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis à retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

- 2° Pour l'ouvrier payé au mois, est considérée comme rémunération brute, la rémunération obtenue pour le mois de référence défini au 6° du présent paragraphe.
- 3° Pour l'ouvrier qui n'est pas payé au mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations de travail normales du mois de référence visé au 6° du présent paragraphe par le nombre d'heures normales de travail effectué pendant cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

- 4° La rémunération brute d'un ouvrier qui n'a pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'il avait été présent tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

Lorsqu'en raison des stipulations de son contrat de travail, un ouvrier n'est tenu de travailler que pendant une partie du mois de référence et qu'il n'a pas travaillé pendant tout ce temps, sa

rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu par son contrat de travail.

- 5° A la rémunération brute obtenue par l'ouvrier, qu'il soit payé au mois ou autrement, est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois et qui ont été perçues séparément par lui au cours des douze mois qui précèdent le licenciement.
- 6° Au cours de la concertation visée à l'article 7, paragraphe 1er, il est également décidé d'un commun accord quel mois de référence est à prendre en considération.
- Lorsque le mois de référence n'est pas fixé, le mois civil qui précède la date du licenciement est pris en considération.
- 7° La rémunération nette de référence est arrondie à la centaine supérieure.

3. Le montant de l'indemnité complémentaire pour la prépension conventionnelle sectorielle prévu au paragraphe 1er, 2° est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités applicables en la matière aux allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 précitée.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé chaque année au 1er janvier par le Conseil national du travail en fonction de l'évolution des salaires conventionnels.

Pour les ouvriers qui accèdent au régime dans le courant de l'année, l'adaptation en vertu de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'accession au régime; chaque trimestre est pris en considération pour le calcul de l'adaptation.

CHAPITRE IV.- MODALITES D'OCTROI.

Art. 11.- La prépension conventionnelle sectorielle est octroyée à l'ayant droit au cours du mois qui suit le mois pour lequel il a droit à l'allocation de chômage prévue à l'article 10, paragraphe 1er, 1°.

L'octroi s'effectue sur présentation d'un document probant certifiant que l'intéressé a reçu le premier élément visé à l'article 10, paragraphe 1er, 1°.

Art. 12.- La prépension conventionnelle sectorielle ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations résultant de l'arrêt des activités accordées en vertu des dispositions légales, conventionnelles ou réglementaires, à l'exception de la prime de licenciement et de la prime d'adieu aux ouvriers syndiqués accordées par les conventions collectives de travail du 16 juin 1997 concernant respectivement "les conditions de travail" et "l'octroi et le versement des avantages sociaux".

La prépension conventionnelle sectorielle peut être cumulée avec l'indemnité de fermeture prévue par la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

CHAPITRE V.- OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR.

Art. 13.- L'employeur est tenu de remplacer l'ouvrier ou l'ouvrière conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 16 novembre 1990 et l'article 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Le remplacement doit s'effectuer au cours de la période qui s'étend du premier jour du quatrième mois précédant celui de la prise de cours de la prépension conventionnelle sectorielle du travailleur remplacé, au premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel la prépension conventionnelle sectorielle prend cours.

Art. 14.- Pendant les trente-six premiers mois qui suivent l'entrée en fonction du chômeur indemnisé engagé, l'employeur a l'obligation de le maintenir à son service ou de le remplacer par un, ou le cas échéant, plusieurs chômeurs complets, qui bénéficient d'allocations pour toutes les journées de la semaine, n'ayant pas travaillé dans l'entreprise au cours des six mois qui précèdent leur engagement, sauf si le travail effectué au cours de ce délai a été accompli dans une des fonctions visées au paragraphe 4 de l'article 4 de l'arrêté

royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

CHAPITRE VI.- SURVEILLANCE.

Art. 15.- Il est institué au sein du "Fonds social pour l'industrie briquetière" un comité de surveillance, dont les membres sont désignés par le conseil d'administration du Fonds.

Ce comité de surveillance a pour mission :

- 1° de se prononcer au sujet des données transmises conformément à l'article 7, paragraphe 2 ;
- 2° de veiller au remplacement des ouvriers ayant obtenu la prépension anticipée, prévu aux articles 13 et 14 ;
- 3° de se prononcer au sujet de cas exceptionnels ;
- 4° de faire rapport au conseil d'administration du Fonds sur l'exécution de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE VII.- VALIDITE.

Art. 16.- La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 1er juillet 2001, sauf les dispositions de l'article 3.2 qui cessent d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 29 JUNI 1999
BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN SECTORIEEL
CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN.**

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1.- Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters, hierna werklieden genoemd, van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de Steenbakkerij.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de N.V. SCHEERDERS-VAN KERCHOVE'S, Verenigde Fabrieken te Sint Niklaas, en de werklieden die er zijn tewerkgesteld.

HOOFDSTUK II. - RECHTHEBBENDEN.

Art. 2. - Hebben recht op een aanvullende vergoeding voor sectorieel conventioneel brugpensioen ten laste van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, en onder de voorwaarden bepaald in artikel 3, de werklieden verbonden door een arbeidsovereenkomst, die worden ontslagen, behalve wegens dringende redenen in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het "Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie" waarborgt in alle gevallen de betaling van de aanvullende vergoeding voor sectorieel conventioneel brugpensioen behalve wanneer de wetgeving op de sluiting van de onderneming van toepassing is.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
01 -07-1999 | 08 -10-1999

Nº

52.489/6/114

Art. 3.- 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 2, vierde en vijfde lid van het Koninklijk Besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt de minimumleeftijd, om te kunnen genieten van deze regeling van aanvullende vergoeding, vastgesteld op 58 jaar voor de werklieden en de werksters.

2. Deze minimumleeftijd, om te kunnen genieten van deze regeling van aanvullende vergoeding wordt vastgesteld op 56 jaar voor de werklieden en werksters die voldoen aan de volgende voorwaarden :

- a. 33 jaar beroepsloopbaan als loontrekkende
- b. 20 jaar ploegenarbeid met nachtprestaties, in uitvoering van hoofdstuk III, afdeling VI, onderafdeling 3, van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

Art. 4.- In uitvoering van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 van de statuten, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 september 1990, gesloten in het paritair comité voor de steenbakkerij, houdende de coördinatie van de statuten van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 21 mei 1991 (Belgisch Staatsblad van 4 oktober 1991), wordt aan de werklieden bedoeld in de artikelen 2 en 3 een aanvullende vergoeding toegekend ten laste van het Fonds, waarvan het bedrag, de wijze van toekenning en van uitkering hierna zijn vastgesteld.

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de programmawet van 22 december 1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten ten laste genomen door het Fonds.

Art. 5.- De in artikel 2 bedoelde aanvullende vergoeding behelst het toekennen van gelijkwaardige voordelen als voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, aan alle werklieden die ongewild werkloos worden gesteld en die gedurende de période van 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000 recht verkrijgen op wettelijke werkloosheidsvergoeding en op de eerste dag die recht geeft op deze vergoeding de leeftijd hebben bereikt zoals aangeduid in artikel 3 hierboven.

Zonder afbreuk te doen aan de vereiste dat de minimumleeftijd waarvan sprake in artikel 3 moet bereikt zijn tijdens de geldigheidsduur van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsvergoeding zich situeren na 30 juni 2001 indien dit te wijten is aan de verlenging van de opzeggingstermijn ingevolge toepassing van de artikelen 38, § 2 en 38bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 6.- De in artikel 5 bedoelde werklieden hebben, voorzover zij de wettelijke werkloosheidsuitkeringen ontvangen, recht op de aanvullende vergoeding tot op de datum dat zij de leeftijd bereiken waarop zij wettelijk pensioengerechtigd zijn en binnen de voorwaarden zoals door deze pensioenreglementering vastgesteld.

De regeling geldt eveneens voor de werklieden die tijdelijk uit het stelsel zouden getreden zijn en die nadien opnieuw van de regeling wensen te genieten, voorzover zij opnieuw de wettelijke werkloosheidsvergoeding ontvangen.

Art. 7.- 1. Vooraleer over te gaan tot het ontslag voorzien in de artikelen 2, 3, en 5 pleegt de werkgever overleg met de betrokken werklieden en wint hij het advies in van de ondernemingsraad, bij ontstentenis daarvan van de syndikale afvaardiging of bij ontstentenis daarvan van de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties.

De betekening van de opzegging geschiedt binnen de zeven kalenderdagen volgend op het tijdens voormeld overleg getroffen gemeenschappelijk besluit.

Op het ogenblik van de betekening van het ontslag, zendt de werkgever aan het Sociaal Fonds, op een daartoe bestemd formulier, in twee exemplaren, de gegevens welke betrekking hebben op het in uitvoering van vorige leden getroffen gemeenschappelijk besluit.

2. Een in de schoot van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, overeenkomstig artikel 15 opgericht Toezichtscomit e doet uitspraak over de geldigheid van de ingezonden gegevens.

Bij aanvaarding van de gegevens zendt het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, een exemplaar van voornoemd formulier terug aan de werkgever, die na verloop van de opzeggingstermijn, voorzien in artikel 9, het bewijs van volledige werkloosheid overmaakt aan de betrokken werklieden die dit bewijs aanbieden aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening om de in artikel 9, paragraaf 1, 1^o voorziene werkloosheidsuitkering te bekomen.

Art. 8.- Diegenen die het sectorieel conventioneel bruggpensioen genieten worden voor de toepassing van de sociale wetgeving gelijkgesteld met werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten.

Art. 9.- Het sectorieel conventioneel brugpensioen gaat in op het einde van de opzeggings-termijn voorzien door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUK III.- BEDRAG VAN DE UITKERING.

Art. 10.- 1. Het bedrag van het sectorieel conventioneel brugpensioen wordt vastgesteld door samenvoeging van twee delen:

- 1° het eerste is gelijk aan de werkloosheidsuitkering waarop de werklieden aanspraak maken;
- 2° het tweede is gelijk aan de helft van het verschil tussen het netto-referteloon en de werkloosheidsuitkering.

2. Het netto-referentieloon is gelijk aan het bruto maandloon begrensd tot 103.250 F (op 1.1.1999) en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de fiscale inhouding.

De grens van 103.250 F is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de loongrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De grens wordt op 1 januari van elk jaar door de Nationale Arbeidsraad herzien, rekening houdend met de ontwikkeling van de regelingslonen.

Het brutoloon wordt als volgt bepaald:

1° het omvat de contractuele premies welke rechtstreeks zijn gebonden aan de door de werklieden verrichte prestaties waarop inhoudingen voor sociale zekerheid worden gedaan en waarvan de periodiciteit van betaling geen maand overschrijdt.

Het omvat ook de voordelen in natura welke aan inhoudingen voor sociale zekerheid zijn onderworpen.

Daarentegen worden de premies of vergoedingen welke als tegenwaarde van werkelijke kosten worden verleend, niet in aanmerking genomen.

2° voor de per maand betaalde werklieden wordt net loon verdiend in de referentiemaand, bepaald in 6° van deze paragraaf, als brutoloon beschouwd.

3° voor de werklieden die niet per maand worden betaald, wordt het brutoloon berekend op grond van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt bekomen door het loon van de normale arbeidsprestaties van de in 6° van deze paragraaf bepaalde referentiemaand te delen door het aantal normale arbeidsuren welke tijdens deze période werden verricht. Het aldus bekomen resultaat wordt vermenigvuldigd met het aantal arbeidsuren dat is bepaald bij de wekelijkse arbeidsregeling van de werklieden, dat produkt vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12, stemt overeen met het maandloon.

4° het brutoloon van werklieden die gedurende de ganse referentiemaand niet hebben gewerkt, wordt berekend alsof ze aanwezig waren geweest op alle werkdagen welke in de beschouwde maand vallen.

Indien werklieden krachtens de bepalingen van hun arbeidsovereenkomst slechts gedurende een gedeelte van de referentiemaand moeten werken en zij al die tijd niet hebben gewerkt, wordt hun brutoloon berekend op grond van het aantal arbeidsdagen, dat in hun arbeidsovereenkomst is vastgesteld.

5° het door de werklieden verdiende brutoloon, ongeacht of zij per maand of op een andere wijze worden betaald, wordt vermeerderd met een twaalfde van het totaal van de contractuele premies en van de veranderlijke bezoldigingen waarvan de periodiciteit van betaling geen maand overschrijdt en door hen in de loop van de twaalf maanden welke aan het ontslag voorafgaan afzonderlijk werden ontvangen.

6° tijdens het in artikel 7, paragraaf 1 bedoeld overleg wordt tevens in het gemeenschappelijk besluit bepaald met welke referentiemaand rekening moet worden gehouden.

Indien geen referentiemaand is vastgesteld, wordt de kalendermaand, welke de datum van het ontslag voorafgaat, in aanmerking genomen.

7° het netto-referentieloon wordt tot het hogere honderdtal afgerond.

3. Het bedrag van de uitgekeerde aanvullende vergoeding voor sectorieel conventioneel brugpensioen voorzien in paragraaf 1,2° wordt gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de modaliteiten welke van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van voormelde wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze vergoedingen wordt daarenboven elk jaar op 1 januari door de Nationale Arbeidsraad herzien, in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen.

Voor de werklieden die in de loop van het jaar tot de regeling toetreden, wordt de aanpassing op grond van het verloop van de regelingslonen verricht, rekening houdend met het ogenblik van het jaar waarop zij in het stelsel treden; elk kwartaal wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de aanpassing.

HOOFDSTUK IV.- UITKERINGSMODALITEITEN.

Art. 11.- Het sectorieel conventioneel brugpensioen wordt uitgekeerd aan de gerechtigde in de loop van de maand volgend op de maand, waarop hij recht heeft op de werkloosheidsuitkering voorzien in artikel 10, paragraaf 1.1°.

De uitkering geschiedt op voorlegging van een bewijskrachtig dokument waaruit blijkt dat de betrokkene het eerste gedeelte bedoeld in artikel 10, paragraaf 1. 1° heeft ontvangen.

Art. 12.- Het sectorieel conventioneel brugpensioen mag niet met andere vergoedingen of toelagen voortvloeiend uit de stopzetting van de bedrijvigheid, verleend krachtens wettelijke, conventionele of réglementaire bepalingen, worden gecumuleerd, met uitzondering van de af-dankingspremie en de afscheidspremie aan georganiseerde werklieden verleend bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 16 juni 1997 respectievelijk betreffende de "arbeidsvoorwaarden" en "de toekenning en uitkering van sociale voordelen" .

Het sectorieel conventioneel brugpensioen mag gecumuleerd worden met de sluitingsvergoeding voorzien bij de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen.

HOOFDSTUK V.- VERPLICHTINGEN VAN DE WERK-
GEVER.

Art. 13.- De werkgever is gehouden de werklieden te vervangen overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 november 1990 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen.

De vervanging dient plaats te hebben binnen de période die zich uitstrekt vanaf de eerste dag van de vierde maand die de maand voorafgaat waarin het sectorieel conventioneel brugpensioen van de vervangen werknemer een aanvang neemt, tot de eerste dag van de derde maand die volgt op de maand gedurende dewelke het sectorieel conventioneel brugpensioen een aanvang neemt.

Art. 14.- De werkgever heeft de verplichting de in dienst genomen werkloze in dienst te houden gedurende de eerste zesendertig maanden die volgen op zijn indienstneming of hem te vervangen door één, of in voorkomend geval, meerdere volledige werklozen die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week, en die niet in de onderneming gewerkt hebben gedurende de zes maanden die hun indiensttreding voorafgaan, behalve wanneer de gedurende deze période uitgeoefende arbeid verricht werd in een van de functies bedoeld in paragraaf 4 van het artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen.

HOOFDSTUK VI.- TOEZICHT.

Art. 15.- In de schoot van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie wordt een Toezichtscomité opgericht, waarvan de leden door de Raad van Bestuur van het Fonds worden aangeduid.

Dit Toezichtscomité heeft tot taak:

- 1° uitspraak te doen overeenkomstig artikel 7, paragraaf 2 over de ingediende gegevens;
- 2° te waken over de vervanging van de sectorieel conventioneel bruggepensioneerden, voorzien in de artikelen 13 en 14;
- 3° uitspraak te doen over uitzonderlijke gevallen;
- 4° verslag uit te brengen aan de Raad van Bestuur van het Fonds over de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK VII.- GELDIGHEID.

Art. 16.- Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 juli 2001, behalve de bepalingen van artikel 3.2 die ophouden van kracht te zijn op 31 december 2000.
